

ANNEXE

ANNEXES SANITAIRES



Vu pour être annexé à la délibération
du Conseil Communautaire
en date du
arrêtant le projet d'élaboration du PLU
de la commune de Vivy,
Le Président,
Guy BERTIN

GESTION DE L'EAU POTABLE.....	3
ÉTAT INITIAL	3
INCIDENCES	4
MESURES	5
GESTION DES EAUX USÉES.....	5
ÉTAT INITIAL	5
INCIDENCES	6
MESURES	6
GESTION DES EAUX PLUVIALES.....	6
ÉTAT INITIAL	6
INCIDENCES	6
MESURES	7
GESTION DES DÉCHETS.....	7
ÉTAT INITIAL	7
INCIDENCES	8
MESURES	8

ÉTAT INITIAL

La commune de Vivy ne dispose actuellement sur son territoire d'aucun forage/captage pour son alimentation en eau destinée à la consommation humaine. Les 3 forages exploités par le syndicat sont situés sur les communes de Neuillé et Vernantes (aux lieux-dits du Boisaudier, de la Petite Rue Noire et du Buton).

L'alimentation en eau potable de la commune est assurée par le SIMAEP de Blou, exploité en régie.

Au 31 décembre 2014, le syndicat assure la desserte en eau potable de 5 934 habitants (Rapport annuel sur l'exercice 2014) sur les communes de Blou, Nueillé, St Philibert du Peuple et Vivy. L'eau potable est ainsi distribuée sur les 4 communes à 2 566 abonnés (soit une augmentation de + 6.5% par rapport à 2011) répartis ainsi :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2013	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2014	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2014	Nombre total d'abonnés au 31/12/2014	Variation en %
BLOU				431	
NEUILLE				440	
SAINT-PHILBERT-DU-PEUPLE				592	
VIVY				1 103	
Total	2 475			2 566	3,7%

3

LE PRÉLÈVEMENT :

Les tableaux présentés ci-dessous dressent une description synthétique des points de prélèvement et des volumes produits.

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2013 en m ³	Volume prélevé durant l'exercice 2014 en m ³	Variation en %
Prélèvement Petite Rue Noire			99 739	134 841	35,2%
Prélèvement Buton			166 723	112 214	-32,7%
Prélèvement Boisaudier			68 102	73 332	7,7%
Total			334 564	320 387	-4,2%

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

LA PRODUCTION :

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2013 en m ³	Volume produit durant l'exercice 2014 en m ³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2014
Prélèvement Petite Rue Noire	99 739	133 074	33,4%	100
Prélèvement Buton	166 723	112 214	-32,7%	100
Prélèvement Boisaudier	68 102	72 449	6,4%	100
Total du volume produit (V1)	334 564	317 737	-5%	100

QUALITÉ DE L'EAU POTABLE :

Les données relatives à la qualité de l'eau distribuée définies par l'article D.1321-103 du Code de la Santé Publique sont transmises à l'Agence Régionale de Santé (ARS). Avec 41 prélèvements réalisés, les résultats du contrôle réglementaire de la qualité de l'eau fait apparaître un taux de 100% de conformité.

CONSOMMATION MOYENNE ET PERFORMANCE DU RÉSEAU :

La consommation moyenne par abonnement (domestique et non domestique) est de 104 m³ par an en 2014 pour les abonnés domestique, elle était de 115 m³ en 2011 pour les tous les abonnés. On observe donc une diminution non négligeable de la consommation en eau potable.

Un réseau de 183 km assure à l'échelle des communes des quatre communes l'alimentation en eau potable des abonnés.

Compte tenu des fuites (pour partie inévitables) et des besoins en eau du service (purges du réseau, poteaux incendie, lavages des réservoirs...) Le rendement primaire du réseau de distribution se situe autour de 87.9%, il était de 80.61 % en 2011. Ce rendement en nette augmentation indique des améliorations notoires sur la qualité du service et/ou des équipements.

DÉFENSE INCENDIE :

La défense incendie de la commune de Vivy est assurée par 39 poteaux incendies répartis sur l'ensemble du territoire communal, principalement sur les secteurs urbanisés. La fiche de contrôle réalisée par le SDIS de Saumur en 2012 indique que sur ces 39 hydrants, celui situé au Pont Barré est hors service et 5 ont été notifiés comme disposant d'un débit insuffisant.

INCIDENCES

L'augmentation de la population en raison de l'aménagement de nouveaux logements et activités au niveau des secteurs nouvellement urbanisés va entraîner une augmentation progressive des consommations d'eau potable. L'évolution de l'urbanisation à travers un centrage du développement urbain au sein de l'urbanisation existante ou dans sa continuité immédiate permet d'optimiser les réseaux d'adduction.

L'ensemble des secteurs ouverts à l'urbanisation est desservi par le réseau d'eau potable ce qui permettra de limiter la création de nouveaux réseaux, les pertes liées aux fuites et les coûts de mise en service. Les effets qualitatifs possibles de l'aménagement des zones ouvertes à l'urbanisation sur le cadre hydrogéologique sont liés à d'éventuelles infiltrations à partir de la surface d'eaux chargées en éléments polluants (eaux pluviales ou eaux usées), susceptibles de contaminer les eaux de surface et souterraines.

Les risques actuels de contamination par une pollution de type accidentel eu égard aux aménagements envisagés sur le territoire de Vivy sont limités compte tenu de leur mesure et de leur éloignement.

MESURES

Les mesures réglementaires communes consistent à imposer un raccordement au réseau public d'eau potable à toute installation nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable. Tous les dispositifs projetés liés relatifs à l'alimentation en eau et à l'assainissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

Les risques de contamination des eaux au droit des points de captage d'alimentation en eau potable sont quant à eux minimisés par rapport aux aménagements de Vivy.

GESTION DES EAUX USÉES

ÉTAT INITIAL

La commune de Vivy a choisi de déléguer l'exploitation et la gestion du réseau d'eaux usées par affermage à la société SAUR.

Un système d'assainissement collectif (réseau séparatif et station d'épuration de type lagune aérée située au lieu dit Le grand Chevret) a été réalisé en 1983. La station à laquelle sont raccordés 516 foyers du centre-bourg en 2015 a été agrandie en 2002, passant d'une capacité de 950 EH à 1500 (la charge nominale en débit est de 300 m³/j).

Plusieurs postes de refoulement sont également présents en partie Sud du centre-bourg et un poste principal permet d'assurer la liaison de l'ensemble du réseau d'assainissement collectif à la station d'épuration.

A ce jour, elle n'a pas encore atteint sa capacité maximale théorique (environ 1032 EqH utilisés pour 1500 possibles (en considérant 2,5 habitants/logement et 0,8 EH par habitant) ce qui permet d'envisager de nouveaux branchements (capacité théorique restante : 468 EH).

Le tableau suivant fourni par la SAUR et Saumur Agglo récapitule les résultats des deux bilans 24h (moyenne annuelle) réalisés sur la station d'épuration :

Année	Charge polluante à traiter en Eq/hab	Charge polluante / capacité de la station	Volume d'effluents à traiter en m ³ /j	Volume à traiter / capacité hydraulique
2015	1063	71 %	188	63 %
2014	959	64 %	172	57 %
2013	754	50 %	207	69 %
2012	778	52 %	155	52 %
2011	1100	73 %	137	46 %

Le dernier bilan en date de novembre 2015 présente une charge en entrée correspondant à 84% (soit 1267 EH) de la charge nominale organique. **En considérant uniquement ce dernier bilan, la station d'épuration présente une capacité résiduelle d'au moins 230 EH en charge organique.**

En terme de charge hydraulique, les 4 derniers bilans (2014 et 2015) font état d'une charge comprise entre 126 et 188 m³/j, soit au maximum 63% de la charge hydraulique.

Sur un plan épuratoire, sur les 4 derniers bilans, un s'est avéré non conforme (dépassement de la concentration du paramètre DBO5). A noter que les deux turbines d'aération ont été renouvelées en fin d'année 2015.

Du fait des difficultés d'écoulement liées à l'ancienneté du réseau, le remplacement de canalisations a été en 2014 rue Nationale entre la rue de la Poitevinière et la rue de la Jouannerie. Le renouvellement des branchements d'eaux usées de chaque riverain a été effectué.

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 impose aux usagers non raccordables au réseau public d'assainissement collectif (tout à l'égout) la mise en place d'un dispositif de traitement des eaux usées domestiques individuel qui doit être maintenu en bon état de fonctionnement. Cette loi oblige également les collectivités à prendre en charge différentes vérifications techniques sur ces dispositifs d'assainissement autonomes. Conformément à ces dispositions, la Communauté d'Agglomération Saumur Agglo a créé un SPANC en 2006. Il est à noter que depuis mars 2012, l'avis du SPANC sur le projet d'assainissement non collectif est une pièce obligatoire du permis de construire et que, de ce fait, les procédures ont été adaptées.

Les installations en assainissement non collectif de Vivy ont été contrôlées en 2010.

INCIDENCES

L'évolution démographique de la commune de Vivy dans les années à venir engendrera une augmentation du flux d'effluents à traiter au niveau des stations d'épuration de la commune, au sein desquelles les capacités épuratoires bénéficient de marge de fonctionnement confortables.

MESURES

6

En zone UA, UB et 1AU, les aménagements futurs devront obligatoirement être raccordés au réseau public d'assainissement. Toutefois, en l'absence de réseau public d'eaux usées, l'installation de dispositifs d'assainissement autonome pourra être autorisée sous la condition qu'ils soient conformes aux règles techniques définies par la réglementation et, en particulier, si la nature du sol et la surface du terrain le permettent.

En zone UA, UB et 1AU, il est prévu l'apport d'environ 70 nouveaux logements et la récupération d'environ 13 logements existants. La charge entrante correspondant à 668 EH pour une capacité maximale de 1500EH, la station est en mesure d'absorber les nouveaux logements prévus dans le projet de PLU.

L'évacuation des eaux usées et matières usées, non traitées, est rigoureusement interdite dans les fossés, cours d'eau et réseaux d'eaux pluviales, assurant ainsi la préservation des milieux naturels.

GESTION DES EAUX PLUVIALES

ÉTAT INITIAL

La commune de Vernou-sur-Brenne ne dispose pas encore d'un schéma directeur relatif aux eaux pluviales.

INCIDENCES

En l'absence de mesures, les incidences de projets d'urbanisation et/ou d'aménagements sur les milieux récepteurs des eaux pluviales sont négatives et d'ordre quantitatifs et qualitatifs : l'imperméabilisation de surfaces induit une augmentation des débits générés par un événement pluvieux donné et un raccourcissement du temps de réponse (apport "anticipé" des eaux pluviales au milieu récepteur ou au réseau pluvial). Les conséquences se font alors sentir sur la partie aval des émissaires et/ou des cours d'eau où les phénomènes de débordement peuvent s'amplifier. Un apport supplémentaire et important d'eaux pluviales (sans écrêtement préalable), lié par exemple à une imperméabilisation, peut générer des phénomènes de débordement nouveaux ou aggraver une situation existante,

constituant une modification par rapport à l'état actuel. La qualité des eaux des milieux récepteurs peut-être altérée par trois types de pollution (chronique, saisonnière, accidentelle), par les rejets d'eaux pluviales ou d'eaux usées.

Au vu de la situation des différents projets, le cours d'eau susceptible d'être concerné est l'Authion.

MESURES

En matière de gestion des eaux pluviales, le règlement du PLU stipule, dans les dispositions communes à toutes les zones, que la gestion des eaux pluviales doit être assurée dans la mesure du possible sur la parcelle (aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales et aménagements visant à limiter les débits évacués de la propriété) à la charge exclusive du constructeur qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain conformément à la réglementation en vigueur. Si la solution de l'infiltration à la parcelle ne peut être retenue compte tenu de la nature des sols, les excédents d'eau pourront être envoyés au réseau collectif d'eaux pluviales (collecteur, fossé ou caniveau), s'il existe, et sous réserve de respecter les prescriptions imposées par le gestionnaire du réseau d'eaux pluviales. Les eaux de pluie collectée en aval de toitures peuvent être utilisées pour les usages autorisés par l'arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments. Les équipements de récupération de l'eau de pluie doivent être conçus et réalisés conformément aux règles de l'art. En particulier, toute interconnexion entre les réseaux d'eau de pluie et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine est interdite.

GESTION DES DÉCHETS

ÉTAT INITIAL

Le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés du département de Maine-et-Loire est en cours de révision. Ce plan doit conduire à la mise en place des moyens de valorisation, de traitement, de stockage nécessaires, après un état des lieux de la production par catégorie, des modes d'élimination disponibles et des flux intra et inter départementaux.

La collecte des déchets de la commune de Vivy relève de la compétence du SMIPE Val Touraine Anjou qui regroupe 22 communes rassemblés au sein de trois EPCI (Communauté de communes Touraine Nord Ouest, Communauté de communes du Pays de Bourgueil et le Canton d'Allonnes).

COLLECTE DES DÉCHETS

La collecte des ordures ménagères se fait en porte à porte une fois par semaine, le vendredi, sur l'ensemble de la commune.

Les journaux, revues et magazines, les emballages légers alimentaires et les cartonnettes ainsi que le verre ménager ne sont plus, depuis le 15 avril 2011 collectés en porte à porte. Le syndicat a donc mis à disposition 88 Points d'apports Volontaires (PAV) sur l'ensemble de son territoire d'intervention, dont 7 à Vivy (2 dans le centre-bourg, 2 à proximité de la salle omnisports et de l'espace de loisirs et 3 en périphérie dans les cantons du Port, des Saudières et dans la zone artisanale).

Pour les déchets non ménagers des professionnels, une redevance spéciale, mise en place le 1er juillet 2011, en fonction du volume des bas mis à disposition est définie pour chacun.

Le SMIPE gère cinq déchetteries. La plus proche de Vivy est localisée à Allonnes. Des déchets de différentes natures, tels que: encombrants, déchets verts, gravats, ferrailles, cartons, électroménager et déchets toxiques, peuvent y être déposés.

En moyenne sur le territoire dépend du SMIPE Val Anjou Touraine, 207,3 kg d'ordures ménagères par habitant ont été collectés en 2011, chiffre en diminution de 14,39% par rapport à 2010. Dans le même temps, le tonnage des déchets triés a augmenté de 6,63% par rapport à l'année précédente (2298,9 à 2451,4 tonnes).

Les apports volontaires en déchetterie ont de la même manière considérablement augmenté passant, en un an, de 5882 à 7106 tonnes.

TRAITEMENT DES DÉCHETS

Après la collecte, les bennes transportent directement les ordures ménagères au centre de transfert de Benais, exploité par l'entreprise Veolia, où elles les déchargent avant qu'elles soient rechargées à leur tour dans des caissons de 35 m² permettant d'optimiser le transport vers l'Unité de Valorisation Énergétique (usine d'incinération) de Lasse gérée par le SIVERT de l'Est Anjou.

INCIDENCES

L'arrivée de nouveaux habitants et potentiellement de nouvelles activités sur le territoire de Vivy sera génératrice de déchets induisant une augmentation des quantités de déchets à collecter sur la commune et à traiter. La densification globale de l'habitat favorisera la collecte des déchets en permettant une optimisation technique et économique des parcours de collecte.

Toutefois, les objectifs de développement de la commune de Vivy traduits notamment au niveau du PADD dans les Orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement et d'urbanisme indique bien l'objectif de « Maîtriser le développement démographique », se traduisant par un objectif de 95 logements nouveaux en 10 ans, ralentissant la croissance démographique.

MESURES

Le rythme de croissance affiché au PLU de Vivy, 95 logements nouveaux sur une période de 10 ans, n'est pas de nature à compromettre l'organisation de la gestion des déchets.

En tout état de cause, l'organisation de la collecte des déchets sera adaptée afin de tenir compte des apports et besoins sur chacune des zones ouvertes à l'urbanisation en fonction de ses spécificités.